



COMPTE RENDU EN BREF DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 24 FEVRIER 2021 à 19h30



Compte tenu du contexte sanitaire lié à la Covid 19, le conseil municipal s'est tenu en salle polyvalente sise 120 cours de la Portelle à Montluel, sans public. Le caractère public de la réunion a été assuré par retransmission vidéo en direct (facebook live CMMontluel20210224).

1/ VENTE D'UNE PARCELLE SISE 133 GRANDE RUE A MONTLUEL (01120)

Vu l'article L.3221-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les dispositions du Code civil, Livre III, Titre VI ;

Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant :

- Que le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune ;
- Que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du Conseil Municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;
- Que le Conseil municipal délibère en vue de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat et que cet avis est réputé être donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité ;

Vu la délibération n°2020-07-10-011 prononçant la désaffectation et le déclassement du tènement sis 133 Grande rue à Montluel (01120) ;

Vu la délibération 2020-11-19-018 en date du 19 novembre 2020 ;

Considérant que ledit bien n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;

Considérant que la cession de la parcelle susmentionnée, appartenant au domaine privé communal relève d'une bonne gestion du patrimoine communal, les recettes générées par sa cession permettant de financer les projets communaux en cours et à venir ;

Considérant que ce tènement permet le développement d'un commerce SARL REBERTY VILLAGE ;

Considérant les avis rendus par le service des Domaines ;

Monsieur le Maire explique qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la précédente délibération concernant le prix puisque qu'un accord a été trouvé avec la SARL REBERTY VILLAGE moyennant le prix de mille sept cent soixante euros (1760 €) hors frais de notaire et hors frais d'arpentage au lieu de huit cent quatre-vingt euros (880 €) ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DECIDE** la vente du tènement d'une surface de 32 m² sis 133 Grande rue à Montluel ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de ce tènement par vente de gré à gré, dite à l'amiable, dans les conditions prévues au CGCT et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun ;
- **FIXE** le prix à hauteur de mille sept cent soixante euros (1760 €) hors frais de notaire et hors frais d'arpentage ;
- **INDIQUE** la désignation du bien est un tènement non bâti de 32 m² ;
- **FIXE** les modalités de vente comme suit :
 - La vente s'effectuera au profit de la SARL REBERTY VILLAGE sous réserve du consentement de cette dernière et de l'apport des garanties financières nécessaires ;
 - En cas de désistement de l'acquéreur potentiel, la vente ne s'effectuera pas au profit d'aucun autre acquéreur. En effet, vu la localisation du tènement dans la continuité de la parcelle exploitée par la SARL REBERTY VILLAGE appartenant d'ores et déjà à M. CABANIOLS, il n'est pas opportun ni même adapté que cette parcelle fasse l'objet d'une acquisition à un tiers ;
 - Aucune revente ne pourra avoir lieu dans les dix années qui suivent la signature de l'acte de vente sauf dans le cas où une cession immobilière concomitante à celle du fonds de commerce de fleuriste interviendrait ou en cas d'opérations intra-groupe, ledit tènement pourrait alors faire partie de l'objet de la vente ;
- **DIT** que l'acquéreur réglera en sus les frais de notaire et les frais d'arpentage ;
- **DIT** que la publicité de cette décision de vente sera faite par affichage de la délibération ;
- **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour mandater les expertises obligatoires lors d'une vente immobilière si les expertises déjà effectuées étaient obsolètes ;
- **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire (ou par délégation à Monsieur le premier adjoint ou à Madame la deuxième adjointe) pour signer tout compromis de vente et tout acte authentique de vente ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou par délégation à Monsieur le premier adjoint ou à Madame la deuxième adjointe) à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de la cession.

2/ RENOUVELLEMENT DE L'ORGANISATION DU TEMPS SCOLAIRE

Vu les articles D.521-10 et suivants du code de l'éducation nationale ;

Vu le décret n°2020-632 du 25 mai 2020 ;

Madame Karine Garnier, adjointe aux affaires scolaires, expose que suite au décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, le Conseil Municipal en date du 5 juillet 2017 s'était prononcé à l'unanimité pour un passage à la semaine scolaire de quatre jours dès la rentrée 2017-2018.

Il est rappelé qu'une large concertation avait été organisée par la commune à l'issue de laquelle près de 68% des parents avaient dit souhaiter un retour à la semaine de quatre jours en mettant essentiellement en avant un impact négatif du rythme scolaire à quatre jours et demi sur la fatigabilité de leur enfant.

Madame Karine Garnier informe le Conseil Municipal que Madame la Directrice académique des services de l'éducation nationale de l'Ain lui a fait parvenir un courrier en date du 12 octobre 2020 par lequel elle lui annonçait qu'à la rentrée 2021, l'organisation de la semaine scolaire à Montluel devait être renouvelée et qu'il convenait par conséquent de procéder à un nouvel examen de celle-ci.

Parallèlement les trois directrices d'école étaient destinataires de la même information et la question a été mise à l'ordre du jour des trois conseils d'école, le 3 novembre 2020 pour l'école Saint-Exupéry, le 9 novembre 2020 pour l'école de Jailleux et le 24 novembre 2020 pour l'école Alphonse Daudet.

Si les parents d'élèves de l'école de Jailleux se sont immédiatement prononcés pour le maintien de la semaine scolaire à quatre jours en motivant leur décision par le fait que la coupure du mercredi est bénéfique et utiles aux enfants, les représentants des parents d'élèves des écoles Saint-Exupéry et Daudet n'ont pas souhaité se prononcer.

Madame Karine Garnier ajoute avoir co-signé avec Monsieur le Maire, un courrier en date du 10 décembre 2020 qui a été remis aux directrices d'école le 16 décembre pour distribution à tous les parents pour les informer que la commune, en adéquation avec la volonté des enseignants des trois écoles et de celle des parents d'élèves de Jailleux, se positionnait pour un maintien de la semaine scolaire à quatre jours dans tous les établissements maternels et élémentaires publics de Montluel.

Les horaires des écoles publiques de Montluel à partir de la rentrée scolaire 2021/2022 seraient les suivants :

		Ecole Saint-Exupéry	Ecole Alphonse Daudet	Ecole de Jailleux
Matin	Ouverture	8h30	8h20	8h20
	Horaires	8h40 – 11h40	8h30 – 11h30	8h30 – 11h30
PAUSE MÉRIDIDIENNE				
Après-midi	Ouverture	13h30	13h20	13h20
	Horaires	13h40-16h40	13h30 – 16h30	13h30 – 16h30

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité (Pour : 25 ; Abstentions : 3) :

- **APPROUVE** le maintien à la semaine scolaire de quatre jours dès la rentrée scolaire 2021/2022 telle que précisée ci-dessus, sous réserve de l'accord du DASEN ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire ou Madame Karine Garnier par délégation, d'entreprendre toutes les démarches utiles auprès des différents partenaires dans ce sens.

3/ ADAPTATION DU REGIME INDEMNITAIRE RIFSEEP AFIN D'INTEGRER LES ANCIENNES INDEMNITES DE REGIE

Madame Christiane GUERRERO, adjointe aux ressources humaines, expose :

Vu la délibération n°2016-09-28-063 du 28 septembre 2016 instaurant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu la délibération n°2020-07-10-007 du 10 juillet 2020 modifiant la délibération n°2016-09-28-063 suscitée ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée ;

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précité ;

Vu le décret 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction ;

Vu le décret n°88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 8 septembre 2016 ;

Madame Christiane GUERRERO explique que l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances de recettes prévue par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 n'est plus cumulable avec le RIFSEEP au sens de l'article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 et qu'il a donc nécessité de procéder à une modification des délibérations antérieures portant la mise en place du RIFSEEP afin d'intégrer l'indemnité susvisée dans la part fonctions, dans le respect des plafonds réglementaires prévus au titre de la part liée aux fonctions.

Madame Christiane GUERRERO rappelle que le RIFSEEP comprend deux parts :

- L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) liée au poste qu'occupe l'agent et à son expérience professionnelle ;
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent.

Madame Christiane GUERRERO précise qu'à ce jour six régies de dépenses et de recettes sont créées et que le montant de l'indemnité annuelle réglementairement versée est de :

Régisseur d'avances	Régisseur de recettes	Régisseur d'avances et de recettes	Montant annuel de la part IFSE régie
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1220€	Jusqu'à 1220€	Jusqu'à 2440€	110€
De 1221 à 3000€	De 1221 à 3000€	De 2441 à 3000€	110€
De 3001 à 4600€	De 3001 à 4600€	De 3000 à 4600€	120€

Madame Christiane GUERRERO propose au regard de la détermination des groupes hiérarchiques de retenir les nouveaux montants maximaux annuels suivants :

GROUPES	FONCTIONS	CADRES D'EMPLOIS	MONTANT DE L'IFSE	MONTANT MAXIMAL DE L'IFSE APRES POSSIBLE PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	MONTANT MAXIMAL DU CIA	MONTANT MAXIMAL DU CIA APRES POSSIBLE BONIFICATION
1	Directeur général des services	Attachés (sur emploi fonctionnel ou non)	8 700 €	36 210 €	2 600 €	7 500 €
2	Directeur du centre social municipal ou Responsable de service à haut niveau d'expertise technique, juridique, financière ou RH	Attachés Rédacteurs Ingénieurs Techniciens Agents de maîtrise	5 000 €	11 340 €	1500 €	4 500 €
3	Responsable de service ou d'unité dans les secteurs administratif, social ou technique	Rédacteurs Agents de maîtrise	3 300 €	10 800 €	1 000 €	3 000 €
4	Responsable de service ou d'unité dans les autres secteurs d'activité ou référents techniques	Animateurs Assistants socio-éducatifs Assistants de conservation du patrimoine Adjointes techniques Agents de maîtrise	2 000 €	9 800 €	600 €	1 800 €
5	Fonctions d'application avec une compétence particulière et/ou contraintes	Adjointes administratifs Adjointes d'animation Agents sociaux Adjointes techniques Agents de maîtrise Auxiliaires de puériculture	1 700 €	4 800 €	500 €	1 500 €
6	Fonctions d'application	Adjointes administratifs Adjointes d'animation Agents sociaux ATSEM Adjointes techniques	700 €	2 800 €	200 €	600 €

Madame Christiane GUERRERO précise qu'à l'exception des montants plafonds précisés ci-dessus, toutes les dispositions de la délibération n°2016-09-28-063 restent inchangées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- D'ADOpte ces modifications du régime indemnitaire instauré au bénéfice des agents de la Commune ;
- D'INSCRIT au budget les crédits correspondants ;
- DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} mars 2021.

4/ DEBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Madame Aurore SAMIER, adjointe aux finances, rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, un débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de 3 500 habitants et plus.

Ce débat d'orientation budgétaire (DOB) doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget et il doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui est porté à la connaissance des conseillers municipaux.

Enfin, il est à noter que le débat ne doit pas seulement avoir lieu, il doit en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Après présentation du rapport d'orientation budgétaire pour 2021 et après en avoir débattu, le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour 2021.

5/ AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER LE QUART DES CRÉDITS BUDGETAIRES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021 DU BUDGET PRINCIPAL

Monsieur le Maire expose que l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales précise que dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement, dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (non compris les crédits afférents au remboursement de la dette).

Monsieur le Maire explique que le budget primitif 2021 étant voté en 2021 afin de connaître les éléments financiers de l'Etat (bases d'imposition, Dotations...), il est proposé de l'autoriser à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-après :

CHAPITRE	MONTANT BP 2020	MONTANT DES CREDITS PLAFONDS	AUTORISATION DE DEPENSES A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER
20	122 060 €	30 515 €	Numérisation des cimetières (202) : 1 000 €
204	32 500 €	8 125 €	
21	658 170 €	164 543 €	Aménagement cuisine restaurant scolaire Daudet (2188) : 12 108 € Eléments de sécurité de la salle des Augustins et de l'Hôtel de Ville (21568) : 3 000 € Poteaux pour panneaux (2152) : 1 000 € Mobilier pour le centre social (2184) : 750 € Pompe carotteuse centre technique (2158) : 400 €
23	797 300 €	199 325 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2021 pour le budget principal dans les limites fixées ci-dessus.

6/ COMMUNICATION DU MAIRE

Objet du marché	Date notification du marché	Nom de l'entreprise attributaire	Montant du marché
Souscription des contrats d'assurance	04.12.2020	Lot 1 (assurance des dommages aux biens et des risques annexes): MAIF Lot 2 (Assurance des responsabilités et des risques annexes): PILLIOT Lot 3 (assurance des véhicules et des risques annexes): PILLIOT Lot 4 (assurance protection fonctionnelle) : SMACL	Lot 1 : 10 881,19 euros TTC/an Lot 2 : 7 983,87 euros TTC /an Lot 3 : 8 908,15 euros TTC /an Lot 4 : 900,89 euros TTC/an
Fourniture et pose de menuiseries extérieures en PVC	11.12.2020	JUDIVERRE	19 623.17 euros HT

7/ QUESTIONS DIVERSES

Séance levée à 20h45

Fait à Montluel, le 26 février 2021

Affiché le : 02/03/2021

Publié site internet le : 02/03/2021

Le Maire

Romain DAUBIÉ

